



CNC G5 SAHEL - INFO

BURKINA FASO

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COMITE NATIONAL DE COORDINATION DES ACTIONS DU G5 SAHEL DU BURKINA FASO

N° 003 Avril à Juin 2021

GRATUIT





LUTTE CONTRE LA COVID 19 AU BURKINA
FASO: Une mission de supervision de l'UNHCR
constate des avancées dans la mise en œuvre
du projet d'appui aux pays membres du G5
Sahel pour la lutte contre la COVID 19

SOMMAIRE

2ème SESSION DE l'ANNEE 2021 DU COMITE NATIONAL DE COORDINATION



DES ACTIONS DU G5 SAHEL BURKINA FASO :
La mise en œuvre du PTAB 2021 au premier trimestre jugée
satisfaisante par les membres
COMITE NATIONAL DE COORDINATION DES ACTIONS DU G5 SAHEL :
Les membres saluent l'œuvre de Son Excellence Monsieur
Maman Sambo Sidikou, secrétaire exécutif du G5 Sahel5
CRISE SECURITAIRE:
La problématique de la stabilisation de l'axe Ouagadougou-Kaya-Dori discutée à Ouagadougou
Taxe Ouagadougou-Raya-Don discutee a Ouagadougou
LUTTE CONTRE LA COVID 19 : «Le projet d'appui aux pays du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19
s'exécute bien au Burkina-Faso », dixit monsieur Souako Norbert Kohoun,
coordonnateur point focal G5 Sahel
BIOSECURITE ET BIOSURETE DANS L'ESPACE G5 SAHEL :
Des agents du Centre Muraz à Bobo-Dioulasso renforcent leurs compétences
LUTTE CONTRE LA COVID 19 AU BURKINA FASO :
Une mission de supervision de l'UNHCR constate des avancées dans
la mise en œuvre du projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 1914
POLITIQUE GENRE DU G5 SAHEL :
Un atelier national pour amender le document, tenu à Ouagadougou
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT
AU SEIN DE L'ESPACE G5 SAHEL :
La Radio Jeunesse Sahel (RJS) vient en renfort pour favoriser le vivre ensemble

2ème SESSION DE l'ANNEE 2021 DU COMITE NATIONAL DE COORDINATION DES ACTIONS DU G5 SAHEL BURKINA FASO

La mise en œuvre du PTAB 2021 au premier trimestre jugée satisfaisante par les membres

La 2ème Session du Comité national de coordination des actions du G5 Sahel s'est tenue le vendredi 21 mai 2021 à Ouagadougou sous la présidence du coordonnateur point focal G5 Sahel, Souako Norbert Kohoun. Outre l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, cette deuxième session a été marquée par la présentation aux membres du comité, d'une étude dont l'objectif est de tester la loi de Wagner en rapport avec les dépenses militaires dans les pays du G5 Sahel.



Dr Mohamed Tidjané Kinda a remercié les membres du CNC G5 Sahel pour leurs pertinentes observations et contributions

la suite de la première session qui a permis d'adopter le Programme de travail annuel budgété (PTAB) 2021 en début d'année, cette deuxième session a permis aux membres de se pencher sur la mise en œuvre des activités dudit programme. Dans son mot introductif, le coordonnateur point focal G5 Sahel a souhaité la bienvenue aux membres, décliné l'ordre du jour, puis présenter les nouveaux membres du CNC.

En effet, à la suite du départ du représentant du ministère en charge des affaires étrangères, appelé à d'autres fonctions et de celui du ministère de la sécurité admis à la retraite, les remplaçants de ces deux membres ont été présentés aux participants. Il s'agit respectivement de



Le Président du CNC G5 Sahel, M. Souako Norbert Kohoun a présidé les travaux

monsieur Arzouma Samson Ouédraogo viceprésident du CNC, et de l'inspecteur de Police, monsieur Joachim Alain Bonzi Coordonnateur de la Plateforme de coopération en matière de sécurité (PCMS).

Les travaux de la session ont débuté par la présentation du rapport d'activités du premier trimestre, suivie des échanges. Il en ressort que plusieurs activités inscrites dans le programme ou hors programme ont été réalisées et d'autres sont en cours de réalisation. Parmi les activités déjà réalisées on peut citer entre autres : la participation de membres du CNC aux travaux de la 9ème Session du Conseil des ministres et de la 7ème Conférence ordinaire des chefs d'Etat du G5 Sahel au Tchad ; la participation à la 4ème



Une vue des participants à la 2ème sesssion de l'année 2021 du CNC G5 Sahel

conférence sur le renforcement des relations de confiance entre les FDS et les populations de l'espace G5 Sahel; la participation à des formations à Nouakchott et au Mali : le suivi du programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C), FAO/FIDA/PAM/G5 Sahel + Sénégal; le suivi des activités du projet d'appui aux pays du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19; l'organisation d'un atelier national d'amendement du document de politique genre du G5 Sahel en élaboration; l'élaboration d'un plan de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori ; Celles en cours de réalisation se rapportent essentiellement à une série de formations en techniques d'enquête et en techniques de négociation.

Les échanges ont permis de donner des précisions sur le processus organisationnel des activités en cours de réalisation, de formuler des observations pour leur bonne exécution. De façon générale, les participants ont jugé satisfaisant, le niveau de mise en œuvre du PTAB 2021, au premier trimestre.

Au cours de cette session, les participants ont été édifiés par les résultats d'une étude réalisée par des chercheurs burkinabè. L'étude présentée dans les moindres détails aux membres du CNC par Dr Mohamed Tidjané Kinda, chercheur à l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou porte sur le thème : «corruption et instabilité de la loi de Wagner : Une approche par les ruptures

structurelles des dépenses militaires dans les pays du G5 Sahel ».

Selon Dr Kinda, la principale conclusion à laquelle l'étude est parvenue est que « des efforts sont faits par les pays membres du G5 Sahel parce qu'on a constaté que plus la richesse nationale augmente, plus les dépenses militaires augmentent. Cependant, ces efforts risque d'être anéantis par le phénomène de la corruption... nous recommandons une gestion vertueuse au niveau du secteur de la défense et une allocation optimale et efficace des dépenses militaires. »

De l'avis du Dr Kinda, les échanges avec les membres du CNC ont été forts enrichissants et lui ont permis de recueillir des observations pertinentes à même de renforcer les résultats de l'étude.

Le coordonnateur point focal M. Kohoun a félicité l'équipe de chercheurs burkinabè pour cette initiative qui pourrait renforcer la lutte contre l'insécurité et promouvoir le développement des pays du G5 sahel en général et du Burkina Faso en particulier, si les résultats sont exploités à bon escient.

Boris Edson YAMEOGO

COMITE NATIONAL DE COORDINATION DES ACTIONS DU G5 SAHEL

Les membres saluent l'œuvre de Son Excellence Monsieur Maman Sambo Sidikou, secrétaire exécutif du G5 Sahel

En séjour au Burkina Faso dans le cadre d'une tournée d'au revoir qu'il effectue dans les pays membres du G5 Sahel, Maman Sambo Sidikou a d'abord été reçu en audience par Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso, le mardi 15 juin 2021 avant de rencontrer le lendemain 16 juin 2021, les membres du Comité national de coordination des actions du G5 Sahel (CNC G5 Sahel).



Le Secretaire executif du G5 Sahel (à gauche) recevant un presenr des membres du CNC G5 Sahel

u cours de l'audience avec le président de Faso, le secrétaire exécutif a présenté ses condoléances au chef de l'Etat et au peuple burkinabè suite aux attaques terroristes de Solhan qui ont fait 132 victimes, de nombreux blessés et plus de 7000 déplacés. Il a ensuite remercié le président de Faso pour le soutien dont il a bénéficié de sa part pendant son mandat à la tête du secrétariat exécutif du G5 Sahel. Les échanges se sont ensuite poursuivis sur les questions de sécurité et de financements de la Force conjointe G5 Sahel.

Le CNC G5 Sahel étant une structure d'interface entre le G5 Sahel et l'Etat burkinabé, il était de

bon ton que le secrétaire exécutif lui accorde une attention en se rendant à son siège pour rencontrer les membres et échanger avec eux sur les défis du G5 Sahel, au moment même où il achève sa mission et s'apprête à rejoindre Bamako au Mali, pour assumer sa nouvelle fonction de Haut représentant du président de la Commission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel.

Ce fut un temps fort qui a permis aux participants à la rencontre, de rappeler les grandes avancées enregistrées par le G5 Sahel mais aussi et surtout, d'évoquer quelques difficultés qui nécessitent de la part des pays membres voire



Le Sécretaire exécutif du G5-Sahel Maman Sambo Sidikou chez le Président du Faso

des autres Etats africains plus d'engagement et de déterminations afin de pouvoir les résoudre.

C'est le coordonnateur point focal G5 Sahel, Souako Norbert Kohoun, représentant le ministre de l'Economie, des finances et du développement, ministre de tutelle du G5 Sahel, qui a pris la parole au nom des membres du CNC G5 Sahel, pour saluer l'action de Maman Sambo Sidikou à la tête du secrétariat exécutif. Selon monsieur Kohoun, le secrétaire exécutif a su incarner un leadership qui lui a permis de diriger l'institution avec « dévouement, compétence et clairvoyance ». Ce qui lui a permis également « de contribuer à hisser haut le flambeau du G5 Sahel ».

Il a, en outre, salué la qualité de la collaboration entre le secrétariat exécutif et le CNC G5 Sahel du Burkina Faso, félicité le secrétaire exécutif pour sa nomination au poste de Haut représentant du président de la Commission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et lui formuler tous ses



une vue des participants à la rencontre au siege du CNCG5S

vœux du succès à ce poste.

Son Excellence, Maman Sambo Sidikou visiblement très réceptif au message du coordonnateur point focal s'est dit honoré par la marque de sympathie que lui témoignent les membres du CNC G5 Sahel. Il a encouragé le CNC G 5 Sahel du Burkina Faso qui, de son avis, est bien organisé, à maintenir son dynamisme.

Les défis auxquels le G5 Sahel fait face sont nombreux et pour le Secrétaire exécutif, il faut que les Etats africains se mobilisent pour y faire face. Il a réitéré son engagement à poursuivre le combat où qu'il se trouve, pour défendre les causes nobles en l'occurrence celle du Sahel; et son nouveau poste, ne l'éloigne pas pour autant de cet environnement auquel il dit appartenir, au même titre que ceux qui y vivent et partagent une même communauté de destin.



Photo de famille (le SE en tenue bleue)

Il faut que la solidarité africaine se manifeste à l'attention des pays sahéliens pour stopper le terrorisme sinon le phénomène pourrait encore se développer et devenir une véritable gangrène pour tout le continent africain, a-t-il laissé entendre en filigrane.

Boris Edson YAMEOGO

CRISE SECURITAIRE

La problématique de la stabilisation de l'axe Ouagadougou-Kaya-Dori discutée à Ouagadougou



Presidium atelier de stabilisation (le ministre Pauline Zouré au milieu)

omment stabiliser l'axe Ouagadougou-Kaya-Dori? La question est d'actualité et à même fait l'objet d'un atelier organisé par le Comité national de coordination des actions du G5 Sahel (CNC G5S), le 21 mai 2021 à Ouagadougou. Ledit atelier a réuni les maires de plusieurs localités autour de la ministre déléguée chargée de l'aménagement du territoire madame Pauline Zouré. Elle avait à ses cotés la cheffe de département de la Gouvernance politique et juridique de la primature Mme Aguiratou Tou, le directeur de cabinet du ministre de la sécurité monsieur Pierre wango, le coordonnateur point Focal G5 Sahel Souako Norbert Kohoun et des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de projets et programmes de développement.

L'objectif de cet atelier est de donner suite aux instructions que le Chef de l'Etat, Son Excellence Roch Marc Christian Kaboré a donné aux membres du comité interministériel de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route élaborée dans le cadre de la Coalition pour le Sahel. Des instructions relatives à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de résilience et de stabilisation de l'axe Oauga-Kaya-Dori. Ces actions de stabilisation visent le retour de l'Etat et des services sociaux de base dans les localités situées sur l'axe Ouaga-Kaya-Dori afin de soulager les populations en proie à des attaques terroristes.

Pour la ministre déléguée, c'est un projet ambitieux au vu des difficultés qui pourraient se présenter sur le terrain mais aussi de la nécessité de prioriser certaines actions dans un contexte où tout est prioritaire. Cela devrait nécessairement passer par l'élaboration d'une stratégie et d'un plan « réaliste » dont la mise en œuvre contribuera à une stabilisation réelle et rapide de l'axe Ouaga-Kaya-Dori.



Une vue des participants

La ministre a également précisé que le travail qui est mené se fait de façon participative et en fonction des moyens disponibles. C'est pourquoi elle a invité les autorités locales présentes à l'atelier, à s'approprier la démarche et à faire des propositions réalistes et réalisables en tenant compte des priorités des populations.

Les échanges au cours de l'atelier ont permis aux différentes parties prenantes de s'informer mutuellement sur les actions entreprises à divers niveaux (gouvernement et collectivités territoriales) pour non seulement sécuriser les zones mais surtout engager des actions de développement en faveur des populations.

LUTTE CONTRE LA COVID 19

« Le projet d'appui aux pays du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19 s'exécute bien au Burkina-Faso »

dixit monsieur Souako Norbert Kohoun, coordonnateur point focal G5 Sahel.

Le projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19 est en marche au Burkina Faso. Financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de plus de 10 milliards de FCFA et exécuté par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le projet après un début difficile, connait à présent une avancée significative dans sa mise en œuvre. Pour le coordonnateur point focal G5 Sahel et superviseur du projet au niveau national, l'objectif de 100% des activités réalisées pourrait être atteint d'ici à la fin de l'exécution du projet. Pour en savoir davantage sur la mise en œuvre du projet, Boris Edson Yaméogo s'est entretenu avec le coordonnateur Souako Norbert Kohoun qui donne ici quelques précisions. (Ouagadougou, le 20 mai 2021)



Mosnieur Souako Norbert Kohoun, Coordonnateur point focal du G5 Sahel

Boris Edson Yaméogo (BEY) Le G5 Sahel a initié un projet pour lutter contre la COVID 19; il est mis en œuvre dans le cinq (05) pays membres dont le Burkina Faso. Quel est l'objectif de ce projet ?

Souako Norbert Kohoun (SNK) Je voudrais tout d'abord saluer cette initiative du G5 Sahel qui a vu le jour en 2020, je dirai en plein COVID 19 où l'urgence bousculait les priorités. Cela dit, l'objectif général du projet est de renforcer les capacités des pays du G5 Sahel à réduire la propagation du virus et stopper la pandémie du COVID-19. Il vise également à appuyer la résilience des communautés vulnérables et

à renforcer les capacités opérationnelles du Secrétariat exécutif du G5 Sahel et des cinq (05) comités nationaux de coordination (CNC). De façon spécifique, il s'agira de renforcer les capacités de surveillance épidémiologique et de prise en charge des cas ; d'assurer la disponibilité des produits médicaux pour la prévention, le contrôle et le traitement de la COVID-19; d'assurer la mise en place de mesures de protection sociale au niveau des communautés cibles incluant les réfugiés et les déplacés ; de contribuer à la résilience des systèmes d'alimentation et de nutrition, enfin d'assurer la communication et la coordination.

BEY Quels sont les secteurs d'intervention du projet et comment est-il mis en œuvre ?

SNK Le projet touche trois secteurs principaux à savoir : les secteurs de la Santé, de la Protection Sociale et de la Résilience des communautés. Il est exécuté à travers trois (03) composantes qui se basent sur les plans de riposte COVID-19 des pays et le plan d'action régional du G5 Sahel. Il s'agit de la composante « Appui à la réponse sanitaire à la COVID-19 » ; la composante « appui à la résilience des communautés » et celle relative à « l'assistance technique et la gestion du projet ». Au niveau régional, la coordination est assurée par une équipe du Secrétariat exécutif du G5 Sahel et dans chaque pays membres, c'est le comité national de coordination des actions

du G5 Sahel qui a la charge de supervision. Je voudrais préciser que la formulation des besoins en ce qui concerne les différentes composantes du projet est faite par les ministères sectoriels concernés par le projet.

BEY Quelles sont les principales activités dudit projet et à quel stade sommes-nous dans la mise en œuvre desdites activités au Burkina Faso?

SNK Très bonne question ; c'est là tout l'enjeu du projet. Il faut dire que chaque composante du projet comporte des activités dont la mise en œuvre est faite de façon participative avec les ministères sectoriels. Je ne serai pas exhaustif mais on peut retenir comme activités pour l'ensemble de cinq (05) pays au niveau de la composante « appui à la riposte sanitaire » : la mise à disposition rapide d'au moins 151 500 kits de tests, de réactifs et consommables ; la mise à disposition de 5 000 lots d'équipement de protection individuelle (EPI) ; l'achat de médicaments ; l'équipement des camps de personnes déplacées de force notamment les réfugiés et personnes déplacées internes ainsi que des communautés d'accueil en tentes médicalisées, caméras thermiques ; le suivi des cas contacts et formations d'environ 200 agents de santé. Toujours dans cette composante, il est également prévu des activités qui permettront de renforcer la résilience des systèmes sanitaires. Il s'agit entre autres de : l'équipement de 09 structures de santé pour la prise en charge des cas : l'équipement de 04 laboratoires de références (Tchad et Mauritanie); l'équipement en 95 kits de réanimation et l'acquisition de 13 ambulances médicalisées. Pour les activités qui concernent la composante « appui à la résilience des communauté », je peux citer : l'acquisition et la mise à la disposition de produits alimentaires et nutritionnels à 10 000 ménages dont ceux dirigés par les femmes ; l'acquisition et la mise à la disposition d'intrants agricoles à 7 500 exploitants et d'aliments de bétail à 2 500 éleveurs nomades dont 50% de femmes; l'acquisition d'équipements pour la production d'eau potable pour 100 points d'eau ; l'acquisition de 15 000 kits de lavage des mains au niveau des ménages et des lieux publics ; l'acquisition de kits de mise en place par les communautés de 1 500 latrines améliorées au niveau des ménages et des lieux publics. Il est également prévu dans cette composante, la sensibilisation de proximité et la communication sensible au genre pour lutter efficacement contre la COVID-19; l'appui à 50 petites et moyennes entreprises (PME) et aux activités génératrices de revenus (AGR) dont 50% dirigées par les femmes. Et la dernière composante relative à «l'assistance technique et la gestion du projet » renferme comme activités, l'appui technique au secrétariat exécutif du G5 Sahel et aux comités nationaux de coordination des actions du G5 Sahel, les formations en gestion environnementale des déchets liés à la COVID 19 et en biosécurité. Comme je le disais tantôt, la liste n'est pas exhaustive, il y d'autres activités qui sont également prévues dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet qui devraient contribuer à rendre efficace la lutte contre la pandémie tout en renforçant la résilience des systèmes sanitaires et celle des populations.

BEY Une mission de supervision du projet, conduite par le coordonnateur du projet au niveau du secrétariat exécutif du G5 Sahel a séjourné au Burkina Faso du 19 au 23 avril 2021 afin de s'enquérir de l'état de mise en œuvre du projet. Quel est le constat qui s'est dégagé à l'issue des travaux de la mission ?

SNK En effet, l'équipe de supervision conduite par monsieur Guido Kouldjim, chef de département « Résilience et développement humain » du G5 Sahel a séjourné du 19 au 23 avril à Ouagadougou. Le chef de mission était assisté de deux (02) de ses collaborateurs. Nous les avons rencontrés dans le cadre d'une réunion qui a regroupé toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du projet notamment les ministères en charge de la Santé, de l'Agriculture, de l'Eau, des Ressources animales, de l'Action humanitaire et le Haut-Commissariat des Nation Unies pour les Réfugiés (UNHCR) qui est le partenaire d'exécution du projet. Au cours de cette rencontre, toutes les activités ont été passées au peigne fin et cela nous a permis

de connaitre le niveau d'exécution de chaque activité, de relever les difficultés qui entravent la mise en œuvre de certaines activités et de formuler des recommandations pour que les activités en difficulté ou en retard d'exécution puissent se dérouler dans les meilleurs délais. Le chef de mission n'a pas manqué au cours de cette rencontre tenue au siège du CNC G5 Sahel, de féliciter l'ensemble des acteurs pour le travail déjà abattu. Nous avons pu mesurer également l'engagement des acteurs à poursuivre la mise en œuvre des activités en dépit des contraintes diverses. La mission a exprimé sa satisfaction et formulé des recommandations que les acteurs devraient prendre en compte.

BEY Quelles sont les recommandations qui ont été formulées par la mission ?

SNK Je voudrais vous rassurer que les recommandations ont déjà été prises en compte et c'est juste sous forme d'insistance qu'elles sont revenues lors des échanges avec la mission de supervision. En fait, le bilan à mi-parcours des activités, présenté à la mission de supervision, a révélé que concernant les acquisitions des intrants agricoles, le processus est en cours avec la passation des marchés. La mission a donc recommandé au partenaire d'exécution (UNHCR) de tenir compte de la saison des pluies qui pourrait intervenir au mois de juin. Il serait donc important de rendre disponible les intrants agricoles bien avant que les pluies ne s'installent afin qu'ils soient profitables aux populations bénéficiaires. L'autre aspect des recommandations, c'est d'asseoir un cadre de concertation permanent qui facilite le partage des informations et la résolution des difficultés qui pourraient survenir dans le processus de mise en œuvre du projet.

BEY Vous êtes le superviseur du projet dans notre pays partagez-vous ces recommandations de la mission ?

SNK Je n'ai pas de raison de ne pas partager ces recommandations. Nous avons fait le point des activités ensemble avec tous les acteurs impliqués et l'inquiétude a été relevée sur la

mise à disposition à temps des intrants agricoles voire de certains produits dont le délai de validité pourrait être entamé si l'utilisation n'est pas faite à temps. Je puis vous rassurer que depuis le début de la mise en œuvre du projet, le comité national de coordination des actions du G5 Sahel mène régulièrement des concertations avec tous les acteurs et partenaires pour pouvoir dérouler les activités du projet de façon convenable. Nous allons maintenir la dynamique tout en renforçant le dispositif de communication.



Une vue des participants à la reunion avec la mission de supervision du projet conduite par monsieur Guido Kouldjim

BEY Rencontrées vous des difficultés dans la mise en œuvre de certaines activités ?

SNK Comme tout projet, celui-là ne déroge pas à la règle des difficultés. C'est un projet conçu dans l'urgence pour parer au plus urgent, en l'occurrence la lutte contre la COVID 19. C'est egalement un projet d'envergure qui concerne les cinq (05) pays du G5 Sahel à savoir le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso, et qui se réalise dans un délai de 18 mois. Ce qui veut dire qu'il faut aller vite et bien ; ce n'est pas toujours évident en matière de procédure de passation de marchés où les délais sont souvent rigides. Il faut noter également que chaque pays a ses réalités et ce n'est pas toujours évident non plus, de vouloir appliquer les mêmes procédures partout même si dans le cas d'espèce, se sont les procédures du G5 sahel et du partenaire d'exécution qui s'appliquent. Mais au plan administratif, nos procédures de traitements des dossiers s'appliquent et nous sommes le plus souvent tenus de les respecter en dépit des

contraintes de temps. La difficulté majeure dans le cadre de ce projet reste la contrainte de temps avec la saison des pluies qui s'annonce.

BEY Quelles sont les solutions que vous proposez pour gérer cette difficulté ?

SNK Je n'ai pas de solution à mon niveau pour contenir le temps. Il ne nous reste plus qu'à éviter d'en perdre davantage et à faire diligence sur le traitement des dossiers afin de pouvoir respecter les délais que les différentes situations nous imposent. Il revient à l'ensemble des acteurs d'être proactifs et de faire preuve d'initiative pour anticiper sur certaines opérations à réaliser. Je reste tout de même optimiste au vu du travail commun que nous avons fait avec les acteurs dans le cadre de ce projet. Nous tenons régulièrement des rencontres qui nous permettent de suivre l'évolution des activités et de prendre les dispositions pour leur bonne exécution. Dans l'ensemble, le projet s'exécute bien au Burkina Faso.

BEY Espérez-vous voir reconduire le projet à la fin de sa mise en œuvre, si le temps ne permet pas de réaliser toutes les activités?

SNK Moi, je ne suis pas au stade d'espérer voir la reconduction du projet, je suis dans la certitude que le Burkina Faso va réaliser toutes les activités dans le délai imparti. Et nous allons redoubler d'efforts pour que l'objectif de 100% des activités réalisées soit atteint. Si ça c'est fait, je pourrais maintenant espérer voir un nouveau projet émerger, toujours avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) et pourquoi pas avec d'autres partenaires, pour nous aider à consolider les acquis de ce projet. L'impact de la COVID 19 sur la société et l'économie nationale est assez lourd si bien que les efforts à consentir pour garantir le retour à un niveau normal de la situation devraient encore perdurer.

BEY Votre mot de la fin ?

SNK Je voudrais remercier la Banque Africaine de Développement pour son soutien financier qui rend possible la mise en œuvre du projet au profit des pays du G5 Sahel. C'est une première dans le cadre du G5 sahel et nous souhaitons voir ce partenariat avec le G5 Sahel se pérenniser pour le bonheur des populations du Sahel. En attendant le bilan global du projet, je reste confiant que les acteurs impliqués, les ministères et l'UNHCR, relèveront avec brio le défi de sa mise en œuvre conformément à la feuille de route et aux modalités techniques d'exécution de chaque activité que nous avons planifiées ensemble. Mon engagement pour ce projet reste intact et je félicite toutes les équipes pour leur détermination à faire de ce projet, un modèle de réussite.

BIOSECURITE ET BIOSURETE DANS L'ESPACE G5 SAHEL

Des agents du Centre Muraz à Bobo-Dioulasso renforcent leurs compétences

Le ministère de la Santé du Burkina Faso à travers le Centre Muraz à Bobo – Dioulasso en partenariat avec le G5 Sahel et la Banque Africaine de Développement (BAD) a organisé, dans le cadre du projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la pandémie à coronavirus (COVID 19), une série de formation sur la biosécurité et la biosûreté à l'attention d'une centaine d'agents et collaborateurs extérieurs dudit Centre. Débuté le 14 juin 2021 à Bobo-Dioulasso sous la présidence de Dr Thérèse Kagoné, Directrice du Centre Muraz et coordonnatrice du Réseau biosûreté du G5 Sahel, la série de formation a pris fin le 30 juin 2021.



Dr Thérèse Kagoné, Directrice du Centre Muraz et coordonnatrice du Réseau biosûreté du G5 Sahel

es personnels de la santé de façon générale et ceux du Centre Muraz de Bobo-Dioulasso en particulier sont exposés aux risques de transmission d'infections de tout genre au vu de la délicatesse de la mission qui leur est assignée et la pratique de leur métier au quotidien. En effet, les agents de santé sont en contact avec les patients, ils sont les premiers au front de la lutte contre la maladie et ceux du Centre Muraz manipulent des agents hautement pathogènes classés quatre (04).

Cet état de fait préoccupe les premiers responsables du ministère de la santé qui se sont engagés à apporter des réponses à même de minimiser les risques de contamination sinon de les éradiquer. C'est du reste l'un des principaux enjeux de la formation initiée par le Centre Muraz et qui devrait profiter à l'ensemble des agents et collaborateurs externes qui offrent des prestations diverses au Centre.

Pour Dr Kagoné cette formation intervient dans



Une vue des participants

un contexte de lutte contre la COVID 19 et cela traduit la volonté du ministre de la santé de prendre en compte ce risque médical dans le secteur de la santé voire de pouvoir offrir des conditions idéales de travail aux agents de santé.

Certes, il faudra faire face à certaines pratiques routinières, a-t-elle souligné avant d'ajouter à l'attention des participants que les modules dispensés au cours de la formation leur seront d'une grande utilité en matière de préventions des infections.

En effet, des modules tels que : « les niveaux de sécurité et la classification des agents Biologiques » ; « l'évaluation et l'atténuation des risques biologiques » ; « les généralités sur la biosécurité et la COVID 19 » ; « manipulation et transport sûrs et sécurisés des échantillons » ; « Mycobactéries multirésistantes » et sept (07) autres modules non moins importants étaient au programme de la formation assurée par des éminents docteurs et spécialistes en biosécurité et biosûreté.

A l'issue de la formation les participants devraient être capables de connaitre les circonstances et les risques de contamination à l'hôpital ; d'évaluer les risques et d'adapter leur pratique de travail aux risques encourus ; de prendre les précautions nécessaires à l'administration des soins aux malades.

Les participants ont relevé la pertinence de cette formation et exprimé leur satisfaction de la voir se dérouler, au moment où, ils en ont le plus besoin surtout avec l'avènement de la COVID 19.

Boris Edson YAMEOGO

LUTTE CONTRE LA COVID 19 AU BURKINA FASO

Une mission de supervision de l'UNHCR constate des avancées dans la mise en œuvre du projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19

Afin de s'enquérir de l'état d'exécution du projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la COVID 19, une mission de supervision du bureau régional du Haut-Commissariat des nations unies pour les réfugiés (UNHCR) basé à Dakar a séjourné au Burkina Faso du 13 au 20 juin 2021. Elle a eu une séance de travail avec le coordonnateur point focal G5 Sahel, Souako Norbert Kohoun et ses collaborateurs, le jeudi 17 juin 2021. C'était en présence d'une équipe de l'UNHCR Burkina Faso, conduite par Monsieur Nicolas Maistre.



Une vue de l'equipe de l'UNHCR

elon les membres de la mission supervision, monsieur de Yaya Camara, administrateur chargé approvisionnements et Dr Louis Martin Diouf, administrateur chargé de la santé publique. l'UNHCR s'est engagé à exécuter le projet avec pour ambition de s'acquitter convenablement de son devoir vis-à-vis des parties prenantes. Et cela nécessite un suivi régulier des activités du projet sur le terrain. « C'est du reste l'objet de notre présence au Burkina Faso, après la Mauritanie et le Mali » a affirmé Yaya camara avant d'ajouter que « l'UNHCR a eu à acheter des ambulances toutes options, des produits et matériels médicaux pour les Etats membres du G5 Sahel. Nous avons commencé à les

réceptionner et c'est important pour nous, de venir constater la conformité des produits et matériels afin de s'assurer que ce qui a été livré est conforme à la commande faite par l'UNHCR. Notre mission consiste aussi à échanger avec les autres acteurs sur l'état de mise en œuvre du projet ».

En effet, la rencontre a permis au Dr Charles Zouéke Makouaka de l'UNHCR Burkina Faso, de faire le point de l'état d'avancement des activités des différentes composantes. Et l'on retient du point fait que dans l'ensemble, pour la composante « appui à la réponse sanitaire à la COVID 19» qui consiste au renforcement du système de santé, à l'organisation de sessions de formation et à l'organisation d'activités de



Dr Louis Martin Diouf (gauche) et Yaya Camara

communication et de sensibilisation, « toutes les acquisitions sont faites et nous allons organiser très prochainement une cérémonie de remise officielle des ambulances, des produits et matériels médicaux », a précisé Dr Makouaka.

Les activités de la composante « appui à la résilience des communautés » qui concernent les acquisitions de produits nutritionnels, d'intrants agricoles, d'aliments de bétail, de dispositifs de lave-mains mais aussi la réhabilitation de points d'eau, la construction de latrines, connaissent également des avancées notables, exception faites à certaines acquisitions et activités qui nécessitent des analyses spécifiques et la tenue de rencontres, pour s'accorder sur les modalités de mise en œuvre.



Mosnieur Souako Norbert Kohoun, Coordonnateur point focal du G5 Sahel a présidé les travaux

Le coordonnateur point focal Monsieur Souako Norbert Kohoun a remercié la mission pour son approche qui contribue à une mise en œuvre efficace du projet. Il a cependant regretté le retard accusé dans l'acquisition des intrants agricoles et produits de bétail. Ces intrants devraient être mis à la disposition des populations avant l'installation de la saison des pluies. Il a souhaité plus de diligence des acteurs à ce niveau.

Le constat général qui s'est dégagé au cours de cette rencontre montre que le projet est bien engagé et que les acteurs sont déterminés à faire bouger les lignes dans le sens de garantir le succès du projet au Burkina Faso. La mission de supervision a particulièrement exprimé sa satisfaction par rapport à la qualité des échanges et confirmé l'effectivité de la livraison des ambulances, des produits et matériels médicaux. Selon Yaya Camara, les acquisitions faites à ce jour sont conformes aux commandes effectuées par le l'UNHCR aussi bien en nombre qu'en qualité.



DR Charles Zoueké Makouaka

En rappel, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19, Le G5 sahel a bénéficié en 2020 d'un soutien financier de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de plus de 10 milliards de FCFA pour la mise en œuvre du « projet d'appui aux pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre la pandémie à coronavirus (COVID 19) ». Le projet, présentement en cours d'exécution dans les cinq pays membres, comporte trois composantes à savoir : la composante 1 « appui à la réponse sanitaire à la COVID 19 » ; la composante 2 « appui à la résilience des communautés » et la composantes 3 « assistance technique et gestion du projet ».

Le projet est exécuté par le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui dispose d'un bureau régional à Dakar et de bureaux nationaux dans les pays membres du G5 Sahel.

POLITIQUE GENRE DU G5 SAHEL

Un atelier national pour amender le document, tenu à Ouagadougou

Le comité national de coordination des actions du G5 Sahel (CNC G5 Sahel) a organisé le 11 mai 2021 à Ouagadougou, un atelier national dont l'objectif est d'amender le document de politique genre du G5 Sahel en élaboration. Les travaux de l'atelier ont été conduits par le représentant du coordonnateur point focal G5 Sahel, monsieur Apollinaire Ouédraogo, chargé de la production au secrétariat technique du comité national de coordination des actions du G5 Sahel. Une vingtaine de représentants de l'administration publique et des organisations de la société civile ont pris part aux travaux.



Monsieur Apollinaire Ouedraogo a dirigé les travaux de l'atelier

ans son allocution d'ouverture, M. Ouédraogo a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants, puis rappelé le contexte et l'objectif principal de la rencontre qui est d'amender le document de politique genre du G5 Sahel. Le document en cours d'élaboration par le Secrétariat exécutif du G5 Sahel vise à contribuer à une meilleure prise en compte du genre dans le dispositif institutionnel et organisationnel du G5 Sahel.

Il a rappelé que l'idée de se doter d'une politique genre s'appuie sur la volonté politique des chefs d'Etat des pays du G5 Sahel de faire de l'intégration du genre, un élément clef pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région. C'est un document de référence qui va prendre en compte les questions du genre de manière cohérente dans tous les processus de prise de décisions et dans toutes les actions menées par le G5 Sahel.



une vue des participants atelier politique genre G5S

Les travaux d'amendement ont consisté à l'examen dans la forme et dans le fond du document de politique genre et à la formulation d'observations et de recommandations dont la prise en compte contribuera à améliorer la qualité du document.

Les participants tout en appréciant le travail dejà accompli, ont insisté sur la nécessité pour les consultants d'échanger avec certains acteurs nationaux sur la problématique du genre, d'opérer un bon diagnostic et de veiller à la cohérence des différentes parties du document.

Ils ont par ailleurs félicité le CNC qui a bien voulu les associer à cet exercice auquel ils ont activement pris part. « C'est une démarche participative qui va permettre à toutes les parties concernées au niveau national, de s'approprier ladite politique afin de pouvoir jouer convenablement leur rôle », a précisé M. Ouédraogo.

Eric ZOURE

LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET l'EXTREMISME VIOLENT AU SEIN DE L'ESPACE G5 SAHEL

La Radio Jeunesse Sahel (RJS) vient en renfort pour favoriser le vivre ensemble

Le président du Conseil supérieur de la communication (CSC) du Burkina Faso Me Mathias Tankoano et la représentante de la secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Oria Vande Weghe ont procédé le 12 avril 2021 à Ouagadougou, à la signature de la convention de concession de service public consacrant l'attribution d'une fréquence de diffusion à la «Radio Jeunesse Sahel (RJS)». Ladite cérémonie s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'extérieur, Son Excellence Monsieur Alpha Barry, de l'ambassadeur de l'Union européenne Wolfram Vetter, et du représentant du secrétaire exécutif du G5 Sahel, Mahamadou Samaké.



De gauche à droite (le ministre Alpha Barry, le president du CSC Mathias Tankoano et La representante de l'OIF, Oria vande weghe)

ela fait plus d'un an que le processus de création de la Radio Jeunesse Sahel est en cours. Pour la représentante de la secrétaire générale de l'OIF, Oria Vande Weghe, ce jour est « une étape cruciale dans la concrétisation du projet avec la signature de la convention. La RJS se voit ainsi doter d'une personnalité juridique et de l'autorisation d'émettre sur l'ensemble de l'espace G5 Sahel ». Elle a remercié les autorités burkinabè pour leur implication soutenue dans la mise en œuvre de ce projet et souhaité un partenariat de qualité entre l'OIF et le G5 Sahel.

Le ministre Alpha Barry s'est réjoui de la signature de la convention qui permet d'évoluer

vers l'opérationnalisation de la Radio. Il a rendu un hommage appuyé à la secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo pour tous les efforts consentis dans le cadre du projet. La Radio tombe à point nommé selon le ministre Barry surtout, « dans le processus de réconciliation en cours au Burkina Faso, sans oublier son principal objet qui est de contribuer à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent » a-t-il soutenu.

En effet, la RJS vise à travers ses émission « à favoriser le vivre ensemble et une vision constructive de l'avenir, en offrant aux jeunes à la fois un sens de l'appropriation de leur avenir, le reflet de leur réalité et un contenu authentique

, crédible, fiable et surtout inspirant » a déclaré la représentante de l'OIF. La radio est déjà opérationnelle selon madame Weghe sur le site internet depuis le 11 février 2021 tout comme ses premiers comptes des réseaux sociaux twitter, Facebook, Instagram. Sa ligne éditoriale prône l'indépendance et la neutralité de ses programmes.

Le président du CSC, Mathias Tankoano a remercié l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) et la Société burkinabè de télédiffusion (SBT) dont le concours technique a permis d'étendre la fréquence aux autres pays du G5 Sahel notamment le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Il a déclaré apporter tout son soutien à la radio qui doit se conformer aux exigences du métier.

Au vu de l'importance du projet pour les jeunes, le président du CSC a invité les premiers responsables de la radio à faire preuve de professionnalisme, à penser déjà à l'avenir de la radio et ne pas toujours tout attendre des partenaires. Grace à la diligence du CSC du Burkina Faso, la radio dispose d'une première fréquence de diffusion qui est la 95.3 FM. Elle diffusera des programmes en plusieurs langues notamment en français, arabe, haoussa, peulh, bambara et mooré. Elle émettra en fréquence hertzienne satellitaire et en numérique.



Mme Oria Vande Weghe -OIF

Selon le chef de projet, André Abel Barry, la Radio Jeunesse Sahel (RJS) est voulue par la secrétaire générale de la Francophonie en relation avec les autorités des cinq pays G5 Sahel. « *Un projet voulu avec, par et pour les jeunes du Sahel* » a-t-il insisté, parce qu'il se construit sur la base d'une consultation de plus



Signature de convention RJS

de 1000 jeunes de la région et sur la base d'une d'étude technique réalisée sur la consommation medias des jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Il se construit également selon lui, autour d'un comité consultatif composé de 17 jeunes (femmes et hommes) issus des cinq pays concernés. Ledit comité a aussi pour vocation d'accompagner la gouvernance du projet, sa construction et son opérationnalisation.

C'est une radio qui se réalise pour les jeunes toujours selon André Abel Barry parce que le personnel de cette radio sera composé de jeunes de la région et son public cible est constitué également de jeunes. En outre, elle a adopté une ligne éditoriale et de programmation qui répondent aux besoins des jeunes en terme de vivre ensemble, d'emploi, de formation et d'éducation populaire.

Il a salué la contribution des points focaux qui a permis de donner un coup d'accélérateur au projet. Une mention spéciale a été faite à Mme Aline Koala, point focal du Burkina Faso, nommée directrice de la Radio Jeunesse Sahel, le 22 mars 2021 par la secrétaire générale de l'OIF.

Mme Aline Koala a occupé plusieurs hautes fonctions dont celles de secrétaire générale du Conseil supérieur de la communication et de directrice de la Télévision nationale du Burkina Faso. « C'est une femme de communication de grande expérience » a renchéri la représentante de l'OIF.

Le siège de la RJS est à Ouagadougou et le projet bénéficie de l'appui de l'Union européenne (UE).

CNC G5 SAHEL - INFO BURKINA FASO

N° 1137/2020/CAO/TGIO/PF du 17 novembre 2020

Avenue Halidou OUEDRAOGO (Ouaga 2000), 03 BP 7012 Ouagadougou 03 Tél.: +226 25 47 67 95 / +226 25 37 67 95

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

S. Norbert KOHOUN
(Coordonnateur, Point Focal G5 Sahel Burkina Faso)

RÉDACTEUR EN CHEF:

Boris Edson YAMEOGO

EQUIPE DE RÉDACTION:

Boris Edson YAMEOGO Eric ZOURE, Apollinaire OUEDRAOGO, Oswald Gaétan SEGUEDA, Apollinaire ABGA

CRÉDITS PHOTOS:

Service communication du Secrétariat technique du CNC G5 Sahel

MONTAGE ET IMPRESSION:

INDICOPUB

Avenue Princesse Yennenga, Tél.: +226 25 30 52 74 / +226 25 41 84 01









PROJET D'APPUI EN FAVEUR DES PAYS MEMBRES **DU G5 SAHEL POUR LA LUTTE CONTRE** LA PANDEMIE A CORONAVIRUS (COVID-19)





Respectons les mesures barrières

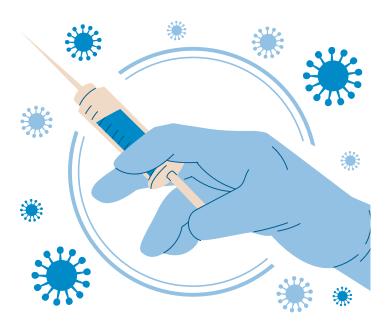












FAISONS DE LA